

conditions touchant à l'adaptation structurelle plutôt qu'au respect de normes reconnues et à des priorités axées sur l'être humain, établies conjointement avec les pays en développement et les partenaires de la société civile. Pour certains participants, il est impératif d'orienter une plus grande partie de l'aide vers des besoins urgents, notamment la santé publique. On rappelle par ailleurs que les Objectifs du développement du millénaire et les initiatives comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) ne pourront être couronnés de succès que si l'on s'attaque plus résolument à la pandémie du sida par l'entremise de mécanismes comme le Fonds mondial et si l'on exerce des pressions à l'OMC en vue d'abaisser les prix des médicaments en faveur des pays pauvres.

Les participants accueillent favorablement les efforts déployés par le Canada en vue d'améliorer l'accès des exportations des pays en développement et de leur apporter une aide financière au chapitre du commerce, mesures propres à contribuer à un partage plus équitable des retombées du commerce mondial. Certains craignent toutefois que le « Programme de Doha pour le développement » adopté par l'OMC ne suffise pas à répondre aux besoins des pays en développement et constatent qu'il s'enlise. Ils considèrent que le succès du cycle de Doha se mesurera aux progrès accomplis en vue de réduire les préjudices causés par les subventions agricoles des pays riches tout en répondant aux besoins des pays pauvres en sécurité alimentaire. Enfin, de nombreuses interventions soulignent que le Canada doit se doter d'un cadre plus cohérent pour la coopération en matière de développement international, c'est-à-dire un cadre établissant des priorités pour l'aide et le commerce et reliant les divers éléments et instruments des politiques de façon à éviter que ces dernières poursuivent des fins contradictoires.

Mondialiser le développement durable

La prospérité doit s'entendre à long terme. Nous ne pouvons avoir tout ce que nous voulons aux dépens des choses dont nous avons besoin. Sinon, nous risquons une désintégration environnementale et sociale totale. Les Canadiens doivent l'entendre et le comprendre, puis changer de comportement. Cela fait partie intégrante des relations internationales canadiennes. Nous ne pouvons pas, dans le village planétaire que nous ayons, continuer de piller le patrimoine de l'humanité. La viabilité de l'environnement n'est plus le problème des autres.

– Un participant

Plusieurs participants au Dialogue recommandent que le développement durable soit intégré plus étroitement à la politique étrangère du Canada, car les contraintes qui pèsent sur les écosystèmes mondiaux soulèvent des questions fondamentales quant à la viabilité du modèle classique d'une économie axée sur la croissance. Un intervenant affirme, par exemple :

Il faut que le « pilier » de la prospérité s'accorde avec ce que nous savons des limites de la croissance sur une planète dont l'écologie est finie.

Face au changement climatique et à la surexploitation des richesses naturelles, il faut gérer de façon plus durable les tendances de la production et de la consommation. On cite en exemple les répercussions actuelles du changement climatique dans l'Arctique canadien, qui ont mené au lancement de la coopération circumpolaire faisant appel aux peuples autochtones par l'entremise du Conseil de l'Arctique, et inspiré les éléments relatifs au développement durable qui se trouvent au cœur de la « dimension nordique » de la politique étrangère du Canada. Certains participants recommandent que le Canada donne l'exemple en veillant à ce que les accords commerciaux respectent les principes de la viabilité, et qu'ils tirent parti de la mise au point des nouvelles technologies environnementales.